



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 11 – vendredi 17 mars 2023

Le Service économique régional pour le Nigéria et le Ghana recrute un(e) attaché(e) économique pour son antenne à Lagos. L'attaché(e) économique contribuera au suivi du secteur privé, à l'animation de la communauté d'affaires et à la mise en œuvre des priorités de la diplomatie économique française au Nigéria. Veuillez trouver de plus amples informations en consultant [la fiche de poste](#).

En bref

Nigéria: La CBN demande aux banques commerciales de continuer à utiliser les anciens billets de 200, 500 et 1 000 nairas jusqu'au 31 décembre 2023, conformément à la récente décision de la Cour suprême ; Les investisseurs étrangers ont acheté plus d'actions nigériennes qu'ils n'en ont vendu l'année dernière, une première depuis cinq ans ; Le Nigéria devient le premier pays africain à adopter l'*open-banking* ; FairMoney, l'une des principales Fintech de microcrédit au Nigéria, rachète PayForce.

Ghana: Au mois de février, l'inflation ghanéenne a ralenti pour le deuxième mois consécutif, pour atteindre 52,8 % en g.a. ; Le gouvernement ghanéen a entrepris le paiement des obligations dont les coupons et les principaux sont arrivés à maturité les 6 et 13 février.

Nigéria

La CBN demande aux banques commerciales de continuer à utiliser les anciens billets de 200, 500 et 1 000

nairas jusqu'au 31 décembre 2023, conformément à la récente décision de la Cour suprême

[La Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a ordonné aux banques commerciales de distribuer et de](#)

LE CHIFFRE À RETENIR

116 M USD

C'est la participation de l'AFD au programme i-DICE de 618 M USD pour l'investissement dans les entreprises digitales et créatives.

[recevoir les anciens billets de naira comme monnaie légale dans tout le pays.](#) Cette déclaration est intervenue quelques heures après que la présidence a déclaré que la CBN n'avait aucune raison de ne pas se conformer à l'arrêt de la Cour suprême sur la politique de changement des billets de naira. Plus d'une semaine après que la Cour suprême a rendu sa décision, le Forum des gouverneurs du Nigéria (AGF) et la CBN étaient jusqu'alors demeurés muets sur le verdict. Ce silence a pu encourager les Nigériens et les entreprises à rejeter les anciens billets comme monnaie légale.

Les investisseurs étrangers ont acheté plus d'actions nigérianes qu'ils n'en ont vendu l'année dernière, une première depuis cinq ans

[Les flux d'investissements de portefeuille étrangers ont terminé l'année 2022 avec un excédent de 12,3 Md NGN \(24,6 M EUR\), une première depuis 2018.](#) L'année 2021 avait au contraire enregistré un déficit de 24,7 Md NGN (49,4 M EUR). Cela signifie que les investisseurs étrangers achètent plus d'actions cotées qu'ils n'en vendent. La proportion des transactions étrangères par rapport au total des transactions a cependant diminué, passant de 22,9 % en 2021 à 16,3 % en 2022. La société de gestion d'actifs Cordros Securities a attribué ce « manque d'intérêt » des investisseurs étrangers pour les actions nigérianes aux problèmes de liquidité du marché des changes. Selon ses analystes, les investisseurs étrangers devraient à l'avenir probablement continuer de se tenir à l'écart, en raison des incertitudes liées aux élections, aux problèmes persistants de liquidités en devises et au resserrement des conditions de financement au niveau mondial.

Le Nigéria devient le premier pays africain à adopter l'*open-banking*

La Banque centrale du Nigéria (CBN) autorise désormais les *fintech* et les applications de *mobile-money* à accéder aux données détenues par les autres institutions financières. [Le Nigéria devient ainsi le premier pays d'Afrique à adopter](#)

[l'*open-banking*](#), qui a déjà cours en Europe et en Asie. La mise en place de ce système a été proposée en 2017 par des experts financiers réunis au sein du groupe Open Banking Nigeria. Cette démarche s'est concrétisée en la définition d'un cadre réglementaire par la CBN en 2021. La publication, la semaine dernière, des lignes directrices opérationnelles marque la dernière étape de l'adoption de l'*open-banking* dans la première économie du continent. Les banques traditionnelles peuvent désormais commercialiser leurs données, donnant accès aux institutions tierces à de nouvelles informations. Ce système devrait permettre le développement de produits innovants, mieux adaptés aux besoins des clients, améliorant ainsi le niveau d'inclusion financière dans le pays. D'après les dernières statistiques de la Banque mondiale, seuls 40 % de la population a accès à des services financiers de base.

FairMoney, l'une des principales Fintech de microcrédit au Nigéria, rachète PayForce

[Co-fondée en 2017 à Lagos par deux entrepreneurs dont un Français, la startup FairMoney annonce son rachat de la plateforme de paiement nigériane PayForce,](#) service principal de la startup nigériane CrowdForce qui fournit des services de digitalisation aux entreprises locales. Bien que le montant de la transaction soit demeuré confidentiel, il se situerait entre 15 et 20 M USD, et implique l'intégration d'une partie des équipes de PayForce au sein de FairMoney, qui hérite de l'essentiel de ses activités. Les activités des deux entreprises sont complémentaires, FairMoney offrant des crédits à court terme allant jusqu'à 1 M NGN (2 050 EUR), et PayForce étant l'un des principaux fournisseurs de services de paiement digitaux aux commerçants dans le pays. L'opération pourra permettre à FairMoney d'intégrer la plateforme PayForce au sein de sa chaîne de valeur, et à terme d'accroître sa clientèle, avec un objectif de 100 000 marchands utilisateurs, en plus des 6 millions d'utilisateurs qu'elle a déjà enregistrés depuis sa création. Cela pourrait permettre aux commerçants de contourner le problème de la rarefaction de la

monnaie fiduciaire en étant mieux à même de recevoir des paiements digitaux. Pour rappel, au Nigéria, alors que l'on compte plus de 42 millions de TPE et PME, 62 millions de personnes ont un accès insuffisant ou nul à des services bancaires, selon la Banque Mondiale.

Ghana

Au mois de février, l'inflation ghanéenne a ralenti pour le deuxième mois consécutif, pour atteindre 52,8 % en g.a.

D'après le service de statistiques du Ghana, l'inflation du mois de février a ralenti pour le deuxième mois consécutif, et atteint désormais 52,8 % en glissement annuel, en raison de la modération des prix de l'énergie et de l'alimentaire. En janvier, l'inflation avait reculé pour la première fois sur 20 mois à +53,6 % après un pic atteint en décembre 2022 à +54,1 %. L'inflation alimentaire a ainsi reculé à +59,1 % après +61,0 % en janvier, tandis que l'inflation non-alimentaire est restée stable à +47,9 %. Par ailleurs, la faiblesse du cedi ghanéen a continué d'alimenter la hausse des prix à la consommation des biens importés, qui ont augmenté de 62,3 % en février après +62,5 % en janvier, contre +49,0 % pour les biens produits sur le marché domestique dont les prix étaient en hausse de 50,0 % en janvier. Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation a légèrement augmenté de 1,9 % entre janvier 2023 et février 2023, en raison d'une accélération de la hausse des prix des produits non-alimentaires à +1,7 %, après +0,8 % en janvier.

Le gouvernement ghanéen a entrepris le paiement des obligations dont les coupons et les principaux sont arrivés à maturité les 6 et 13 février

Le mercredi 15 mars, le Ministre des Finances Ken Ofori-Atta a annoncé le début du traitement des paiements sous 48 heures des obligations en circulation dont les coupons et principaux sont arrivés à maturité les 6 et 13 février derniers. Les dates de paiement des échéances ultérieures devraient être indiquées prochainement. Ces annonces ont eu lieu dans le cadre de l'ultimatum imposé par la Coalition des groupes de détenteurs individuels d'obligations au gouvernement ghanéen. Cette dernière lui a en effet soumis un délai de 48 heures pour le paiement de tous les principaux et coupons arrivés à échéance et sur lequel le gouvernement ghanéen s'était engagé avant le 13 mars. La même Coalition, qui regroupe l'Association des détenteurs individuels d'obligations et le Forum des détenteurs individuels d'obligations, a également réclamé l'application par la Securities and Exchange Commission (SEC) et par la Bourse du Ghana des règles de divulgation complète des états financiers de tous les émetteurs, y compris du gouvernement ghanéen. Cette logique s'inscrit dans la volonté de protéger les investisseurs ainsi que l'intégrité et la crédibilité du marché obligataire, afin d'améliorer la confiance des investisseurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international